

# Appui technique international

Lettre d'information n° 11, janvier 2019



## Éditorial

Les indicateurs de suivi des objectifs de développement durable (ODD) sont à nouveau à l'honneur dans ce numéro 11 de la lettre d'information *Appui technique international* de l'Insee, avec un dossier spécial composé de quatre articles. Ce thème, déjà traité dans la lettre d'information n° 6 parue en 2016, est en effet très présent dans l'actualité statistique mondiale et il revient souvent dans les demandes d'appui technique des pays bénéficiaires.

La réflexion sur les améliorations à apporter à l'outil Eretes d'aide à l'élaboration des comptes nationaux se poursuit et l'outil a été présenté à des utilisateurs potentiels lors de plusieurs conférences et séminaires internationaux.

La coopération de l'Insee porte sur tous les domaines de la statistique, y compris sur la diffusion et la communication. Une visite d'étude sur ce thème a été organisée au profit de cadres provenant d'Afristat et de cinq INS africains.

L'Insee y a contribué sous trois formes : avec son dernier séminaire annuel à Libourne co-organisé avec Afristat, qui portait sur les statistiques agricoles et de l'environnement liées aux ODD ; par son intervention dans le programme de soutien aux ODD en Afrique (projet Sodda géré par Expertise France sur financement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), et notamment la co-organisation à Paris avec Expertise France d'un atelier sur la cartographie des indicateurs de suivi des ODD ; par la co-organisation à Bamako, avec l'Institut de recherche pour le développement, d'une formation à la mesure et à l'analyse de la gouvernance, la paix et la sécurité.

Ce numéro donne la parole à Jan Robert Suesser à l'occasion de la clôture du projet de mise en place d'un répertoire d'entreprises en Palestine, projet engagé en 2014 dont il était le responsable. La conclusion du projet a donné lieu à un événement de clôture à Ramallah en décembre 2018 auquel a participé le directeur général de l'Insee, Jean-Luc Tavernier.

Cette lettre d'information recense enfin les actions de coopération menées par l'Insee et les services statistiques ministériels français partenaires au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2018, et elle se termine par un bilan de l'appui technique apporté au cours de l'ensemble de l'année 2018. Bonne lecture !

### SOMMAIRE

Éditorial	1
Dossier spécial sur les objectifs de développement durable	
Séminaire du Cefil sur « Les statistiques agricoles et de l'environnement liées aux objectifs de développement durable »	2
L'Insee participe au programme Sodda	3
Atelier de cartographie des indicateurs de suivi des ODD	4
Formation à la mesure et à l'analyse de la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique	5
Les actions phares autour de l'outil Eretes réalisées au 2 <sup>nd</sup> semestre 2018	6
Diffusion et communication : un enjeu pour valoriser les travaux statistiques des INS	6
Création d'un répertoire d'entreprises en Palestine – Interview de Jan Robert Suesser	7
En bref – La coopération de l'Insee au 2 <sup>nd</sup> semestre 2018	8
Appui technique international apporté par l'Insee et les services statistiques ministériels (SSM) partenaires – Bilan des actions réalisées en 2018	14
Pays ayant bénéficié d'un appui technique de la part de l'Insee et des SSM partenaires en 2018	14

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



# Séminaire du Cefil sur « Les statistiques agricoles et de l'environnement liées aux objectifs de développement durable »

Un séminaire sur les statistiques agricoles, co-organisé par l'Insee et Afristat<sup>1</sup>, a eu lieu du 2 au 10 juillet 2018 au Cefil, le centre de formation de l'Insee à Libourne.

Cet événement a permis de mettre en relation producteurs (Instituts nationaux de statistique et services statistiques ministériels de l'agriculture) et utilisateurs (dont les organisations régionales et internationales).

Il a rassemblé une vingtaine de statisticiens, ingénieurs agronomes et agroéconomistes des États membres d'Afristat, du Maroc et de Tunisie<sup>2</sup>. Des représentants de l'école de statistique de Yaoundé (Issea), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) ont également participé aux travaux.

Les sessions et travaux appliqués étaient présentés et animés par des experts du Service de la statistique et de la prospective de Toulouse (SSP) relevant du ministère français de l'Agriculture, d'Afristat, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Les intervenants ont rappelé que l'agriculture, considérée comme un thème prioritaire dans les pays du Sud, peut être un véritable levier pour la croissance économique africaine. La réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire est en effet étroitement liée au développement d'une agriculture forte, adaptée aux spécificités du continent, respectant les principes d'inclusion et de durabilité inscrits dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015.

Les participants ont retenu deux spécificités de l'expérience fran-



Participants au séminaire du Cefil – Libourne (France), juillet 2018

çaise : l'étroite collaboration du SSP avec l'Insee et l'obligation pour le SSP de transmettre à Eurostat de nombreux indicateurs issus de ses enquêtes, afin d'appliquer les directives européennes en matière de statistiques agricoles.

La présentation de la manière dont sera organisé le recensement agricole en 2020 en France a mis en lumière les deux principaux défis que le SSP devra relever : d'une part, l'utilisation de différents modes de collecte simultanés (internet, téléphone, face à face) ; d'autre part, la constitution d'une base de sondage selon une approche mixte, à partir de fichiers administratifs et d'échantillons représentatifs des exploitations agricoles.

Le programme s'est ensuite concentré sur trois indicateurs présents dans la liste internationale des ODD : la prévalence de la sous-alimentation ; la prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue ; et l'indice mondial des pertes alimentaires.

Les experts d'Afristat et de la FAO ont animé en alternance des sessions théoriques et des travaux pratiques donnant aux participants l'occasion de mieux s'approprier les méthodes d'élaboration de ces indicateurs.

Une représentante du ministère marocain de l'Agriculture a présenté une enquête pilote sur les coûts de production au Maroc, exposé qui a suscité de nombreuses questions, tant sur les méthodes employées (choix des filières et des régions) que sur les aspects organisationnels de l'enquête.

Un membre du Secrétariat du Club du Sahel a ensuite décrit les études liées aux statistiques agricoles réalisées par cet organisme et donné ainsi aux participants un point de vue d'utilisateur externe sur la difficulté de mettre en cohérence les données, qu'elles soient produites par les pays ou disponibles sur les sites web des organisations internationales.

La coordination interinstitutionnelle, fil conducteur de toutes les présentations du séminaire, a été perçue comme une nécessité par l'ensemble des participants. Conjuguer les compétences au sein des INS et des ministères de l'Agriculture reste un gage de réussite des enquêtes menées dans les pays. Plus qu'une sensibilisation, le séminaire a permis de décrire en profondeur la méthodologie de quelques indicateurs ODD.

► Constance TORELLI

1 - Observatoire économique et statistique d'Afrique Subsaharienne.

2 - Pays présents : Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Mali, Maroc, Niger, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Togo, Tunisie.

# L'Insee participe au programme Sodda

Le programme de Soutien aux Objectifs de développement durable en Afrique (Sodda), lancé en septembre 2017, a pour but d'aider les acteurs de la communauté statistique d'Afrique francophone (Afristat, ses États membres et les écoles de statistique africaines) à développer une réflexion sur le thème des indicateurs des objectifs de développement durable (ODD) et valoriser le fruit de cette réflexion.

Ce programme est financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui en a confié la mise en œuvre à Expertise France. L'Insee participe au pilotage de ce programme, fournit des experts pour la mise en œuvre des actions d'assistance technique et co-organise avec Expertise France des ateliers thématiques à destination des pays africains.

Le programme est articulé autour de deux axes : le soutien à la réflexion sur le suivi des ODD et la visibilité des actions menées.

Le premier axe consacré à la réflexion sur le suivi des ODD consiste à aider les instituts nationaux de la statistique (INS) des pays membres d'Afristat à créer une infrastructure facilitant la mise en œuvre des indicateurs de suivi des

ODD et à leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le processus d'appropriation des ODD au niveau national.

Il s'agit d'aider les INS à identifier les indicateurs disponibles et les services producteurs (travail de cartographie) et à mettre en place un tableau de bord des indicateurs des ODD.

Un appui technique est prévu sur trois ODD ayant une actualité particulière pour les États membres d'Afristat : d'une part, l'ODD8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD16 (paix, justice et institutions efficaces), pour lesquels une enquête financée par l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), réalisée en 2017-2018, fournit des informations utiles pour calculer les indicateurs relevant de ces deux objectifs ; d'autre part, l'ODD2 (faim « zéro »), qui fait l'objet d'un travail sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En 2018, le séminaire annuel co-organisé par l'Insee avec Afristat à Libourne (article ci-contre) a eu pour thème les indicateurs de l'ODD2, thème repris depuis dans Sodda et qui complète les travaux de la FAO.

Le deuxième axe consiste à améliorer la visibilité d'Afristat et des INS des pays-membres, en mettant en valeur les informations disponibles sur les indicateurs des ODD dans les INS et en informant les différents publics sur les ODD. Plusieurs activités sont prévues dans ce cadre :

- pour les étudiants des écoles de statistique africaines (ESA) et de l'Institut de formation et de recherche démographiques (Iford) de Yaoundé : organisation d'une journée de sensibilisation aux ODD ;

- pour les INS : amélioration de la visibilité de leurs travaux par un appui à la rédaction de dépliants (voir l'article suivant décrivant l'atelier de cartographie des indicateurs de suivi des ODD, co-organisé à Paris par l'Insee avec le programme Sodda) ; présentation des travaux réalisés dans ce cadre à l'occasion d'événements internationaux ; et publication d'articles dans la revue Statéco ;

- pour Afristat, amélioration de sa visibilité par l'élaboration d'une stratégie de communication et la rénovation de son site web.

Enfin, le programme vise à créer des synergies et à instaurer un dialogue entre les participants au programme Sodda, mais aussi une interaction avec d'autres projets. Sodda doit ainsi permettre d'intensifier les relations des ESA avec Afristat et avec les INS autour du thème des ODD. Des participations croisées à différents événements sont également envisagées. Par exemple, il est prévu de consacrer au thème des ODD des travaux d'étudiants des ESA qui pourraient être supervisés par des experts d'INS.

► *Dominique FRANCOZ*



Lancement du programme de Soutien aux objectifs de développement durable en Afrique (Sodda) : première réunion du groupe de travail – Dakar (Sénégal), janvier 2018

# Atelier de cartographie des indicateurs de suivi des ODD

Du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2018, l'Insee, Afristat<sup>3</sup> et Expertise France ont co-organisé à Paris un atelier sur la mise en œuvre des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre du programme Sodda<sup>4</sup> (voir l'article précédent à ce sujet).

Plusieurs délégations africaines y ont participé, provenant d'Afristat, de structures ministérielles en charge du suivi des ODD et d'INS de six pays (Bénin, Burundi, Cameroun, Mali, Tchad et Togo), ainsi que des quatre écoles de statistique suivantes : Ensea<sup>5</sup> (Côte d'Ivoire), Ensae<sup>6</sup> (Sénégal), Issea<sup>7</sup> et Iford<sup>8</sup> (Cameroun).

Les travaux ont débuté par la présentation de la synthèse des résultats du questionnaire préparé et envoyé par Afristat à ses États membres concernant la contextualisation des indicateurs des ODD et les structures impliquées dans ce travail.

Le contexte institutionnel et la stratégie mise en place pour le suivi des ODD ont donné lieu à un partage d'expériences entre pays présents. La discussion a aussi porté sur l'appui d'Afristat dans ce domaine.

Une experte de l'Insee, qui participe au groupe de travail de haut niveau sur la définition des indicateurs onusiens (Inter-Agency Expert Group for Sustainable Development Goals [IAEG-SDGs]), a présenté la gouvernance mise en place en France pour le suivi des ODD.



Participants à l'atelier de cartographie des objectifs de développement durable (ODD) – Paris (France), octobre 2018

Puis un cadre de la mission Coordination statistique de l'Insee a expliqué la démarche française de concertation, à travers les travaux du Cnis<sup>9</sup>, en vue de l'élaboration du tableau de bord retenant 98 indicateurs de suivi des ODD pour la France.

Les participants ont comparé leurs tableaux de bord nationaux et ont échangé lors d'une discussion plénière. Un autre exercice a consisté à apporter un appui dans la valorisation des travaux effectués sur la priorisation des indicateurs dans chaque pays.

Différents formats de communication ont été proposés, en particulier l'élaboration de dépliants.

Ces produits de communication ont depuis été finalisés pour quatre pays et diffusés à l'occasion de la Journée africaine de la statistique, qui a lieu chaque année en novembre.

Cet atelier a permis aux représentants des structures de coordination nationale des ODD d'échanger avec les statisticiens et de renforcer la place des Instituts nationaux de statistique dans ce cadre

► Constance TORELLI

3 - Observatoire économique et statistique d'Afrique Subsaharienne.

4 - Projet d'appui au Suivi des ODD en Afrique.

5 - École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée, située à Abidjan.

6 - École nationale de la statistique et de l'analyse économique, située à Dakar.

7 - Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée, situé à Yaoundé.

8 - Institut de formation et de recherche démographique, situé à Yaoundé.

9 - Conseil national de l'information statistique ([www.cnis.fr](http://www.cnis.fr)).

# Formation à la mesure et à l'analyse de la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique



Participants à la formation à la mesure et à l'analyse de la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique – Bamako (Mali), novembre 2018

La première édition de l'École GPS (pour « gouvernance, paix et sécurité ») en Afrique a eu lieu du 19 au 23 novembre 2018 à Bamako (Mali), sous la tutelle de la Commission de l'Union africaine.

Elle était organisée à titre principal par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'Insee, et à titre secondaire par la Folke Bernadotte Academy (FBA) suédoise et l'INS du Mali.

Cette formation à la mesure statistique de la gouvernance démocratique, étendue aux questions de paix et sécurité, est en lien direct avec les objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 – en particulier l'ODD16 « Paix, justice et institutions efficaces »<sup>10</sup> –, et avec l'Agenda 2063<sup>11</sup>.

La formation avait un triple objectif : initier ou approfondir les connaissances générales des participants en matière de gouvernance, paix et sécurité ; déboucher sur la rédaction d'une publication courte et argumentée de type focus (*policy brief* en anglais), mobilisant principalement des données d'enquêtes GPS<sup>12</sup> et potentiellement d'autres sources administratives ; et contribuer à la formation de formateurs.

L'École GPS a été conçue, coordonnée et animée par le groupe de chercheurs de l'IRD-DIAL à l'origine de la méthodologie des enquêtes

GPS et une experte de l'Insee.

L'évènement a consisté à rassembler, pour chaque pays participant, une équipe préconstituée et pluri-institutionnelle alliant, autour de l'INS, utilisateurs potentiels et producteurs de statistiques GPS (chercheurs, acteurs institutionnels, organisations non gouvernementales...).

Six pays, regroupant au total 29 participants, ont participé à cette première initiative : Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Madagascar et Mali. Chaque délégation, composée de 4 à 5 représentants, a opté pour un thème d'intérêt commun et considéré comme prioritaire au niveau national. Parmi les thèmes arrêtés par les équipes, on peut citer par exemple « Criminalité et sécurité, statistiques de police et visions citoyennes », « La corruption bureaucratique : un état des lieux », « Jeunesse et participation politique et citoyenne », ou encore « Les discriminations : causes et conséquences ».

La formation a alterné sessions plénières avec discussions et travaux appliqués de groupes. Les aspects suivants ont été abordés : questions et enquêtes, données, présentation des données, analyses, recommandations de politique publique. Elle a débouché sur l'élaboration et la rédaction d'un *policy brief* par pays.

L'accent mis sur la dimension pluri-institutionnelle de cette thématique émergente qu'est la GPS a donné aux participants l'occasion d'avoir un panorama des démarches statistiques et scientifiques en jeu pour aborder et approfondir ce sujet d'intérêt général.

Ils ont pu également mesurer la richesse potentielle des apports de différentes sources de données et se rendre compte de la réflexion et du recul nécessaires dans la mobilisation d'outils pour les analyses. Parallèlement à l'objectif de sensibiliser les participants sur les outils, les instruments ou les méthodes, il s'agissait de renforcer leurs capacités d'analyse.

De nombreuses discussions ont encouragé les participants à approfondir leur réflexion sur le choix des problématiques et sur les résultats attendus ou obtenus concernant les thématiques de la formation.

Pour beaucoup, l'apprentissage de la démarche scientifique et la mise en pratique des différentes étapes de la réflexion ne sont pas aisés, faute d'expérience. Les échanges avec les participants ont permis de noter leur intérêt et leur satisfaction sur ce que leur ont apporté les journées.

► Thomas CALVO, Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD (IRD-DIAL) et Constance TORELLI

10 - Objectif de développement durable n°16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces et ouvertes à tous.

11 - L'Agenda 2063 adopté en 2015 est le pendant des ODD au niveau du continent africain (<https://au.int/fr/agenda2063>).

12 - La méthodologie des modules « Gouvernance » et « Paix et Sécurité » (GPS) consiste à greffer, sur des enquêtes socio-économiques auprès des ménages menées par les INS, des modules spécifiques sur ces thématiques. Deux chercheurs de l'IRD-DIAL, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, sont à l'origine de cette méthode.

## Les actions phares autour de l'outil Eretes réalisées au 2<sup>nd</sup> semestre 2018

Le 2<sup>nd</sup> semestre 2018 a été intense en activités de promotion de l'outil Eretes.

L'équipe dédiée a fait des présentations lors des séminaires organisés par les agences régionales des Nations unies qui ont permis d'illustrer comment Eretes répond aux besoins des utilisateurs, notamment pour la mise en œuvre des tableaux des ressources et des emplois (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale - ESCWA en août 2018, et Commission économique des Nations unies pour l'Europe - UNECE en octobre 2018).

En novembre 2018, une mission exploratoire a été conduite à la demande du GCC-STAT<sup>13</sup> dans deux pays du Golfe, Oman et le Qatar, afin d'envisager l'implantation d'Eretes dans l'un au moins de ces deux pays pilotes, puis éventuellement son adoption par l'ensemble des pays membres de ce Conseil.

La rénovation du site web d'Eretes a également été engagée.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme statistique panafricain (PAS), une étude de faisabilité a



De gauche à droite: Tigran Terlemezian, expert en statistique et macroéconomie, Centre statistique pour le Conseil de coopération des pays arabes du Golfe (GCC-Stat) ; Khalaf Saud Al-Suleimani, directeur du département des Comptes nationaux au Centre national des statistiques et de l'information (NCSI), Oman ; Sophie Bourrel et Jean-Samy Aziz, experts Eretes, Insee ; Ahmed Al Farid, chef du département des statistiques économiques au GCC-Stat – Mascate (Oman), novembre 2018

été menée afin de proposer des pistes d'amélioration et d'enrichissement de l'outil Eretes : ajout de nouvelles fonctionnalités compatibles, prise en compte d'évolutions techniques et améliorations ergonomiques.

Parmi les propositions, transmises à Expertise France en septembre, celles qui seront validées par le comité directeur début 2019 feront ensuite l'objet de spécifications

techniques détaillées.

Dans cette perspective, l'Insee a organisé en décembre 2018 à Bamako, un atelier regroupant des utilisateurs avancés afin d'approfondir leurs attentes et de les impliquer au maximum dans ce projet.

► Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL

## Diffusion et communication : un enjeu pour valoriser les travaux statistiques des INS

En octobre 2018, l'Insee a organisé une visite d'études sur le thème de la diffusion et de la communication, au profit de sept cadres provenant d'Afristat<sup>14</sup> et de cinq INS africains (Cameroun, Mali, Maroc, Niger et Tunisie).

Deux départements de l'Insee (Offre éditoriale et Insee Info Service) ont présenté l'expérience de l'Institut en matière de politique de diffusion et de communication externe. Celle-ci repose sur des principes d'indépendance, d'impar-

tialité, d'accessibilité et d'exhaustivité.

La production de données par les INS ne cesse de croître, que ce soit pour alimenter des bases de données, enrichir des publications statistiques ou élargir la gamme de leurs produits (pages web, vidéos pédagogiques, supports de communication...). Cela nécessite de mettre en œuvre des moyens et des canaux de diffusion pour s'adapter à l'évolution technologique et à la diffusion numérique,

tout en tenant compte des besoins des différents utilisateurs.

Les présentations ont permis d'introduire les principaux outils de diffusion et de communication utilisés à l'Insee et de valoriser l'apport de nouveaux métiers dans les INS (attaché de presse, infographe, responsable des médias sociaux...) travaillant en étroite collaboration avec le statisticien.

13 - Organisme de coordination statistique du Conseil de coopération du Golfe.

14 - Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne.

Les participants ont ainsi été sensibilisés à l'offre éditoriale de l'Insee en matière de publications, à la refonte de son site web (permettant notamment un accès gratuit à un grand nombre de données), aux enquêtes de satisfaction, à l'organisation du bureau de presse et à l'utilisation des réseaux sociaux comme outils de communication.

Les participants ont pu aussi échanger sur les expériences menées au sein de leurs INS en matière de diffusion et communication, et des pistes d'amélioration de leurs pratiques ont été évoquées.

Ils ont également bénéficié d'une formation aux techniques rédactionnelles « Écrire pour être lu » et ont été initiés, lors d'un mini-atelier, à la création d'infographies à l'aide d'un logiciel libre.



*Participants à une visite d'étude sur la diffusion et la communication à l'attention d'Afristat et d'INS africains, en compagnie de Christine Lagarenne (au fond à gauche), cheffe du département de l'offre éditoriale de l'Insee – Paris (France), octobre 2018*

► Constance TORELLI

## Création d'un répertoire d'entreprises en Palestine – Interview de Jan Robert Suesser

Depuis 2014, l'Insee et Expertise France apportent une assistance technique à la création d'un répertoire d'entreprises en Palestine. Ce projet, dont le co-financement français s'élève à 700000€, s'est terminé fin 2018.

### En quoi consiste l'appui technique français au développement d'un répertoire d'entreprises en Palestine ?

L'assistance à l'Autorité palestinienne porte sur le développement d'un répertoire d'entreprises et d'établissements<sup>15</sup> partagé par toutes les administrations.

L'INS palestinien est maître d'œuvre, avec l'implication du ministère de l'Économie, du ministère des Finances, des chambres de commerce et des municipalités. L'expertise française est apportée par des cadres de l'Insee, en activité ou retraités<sup>16</sup>.

Le projet consiste à rapprocher les fichiers des partenaires, souvent non exhaustifs, avec des informations mal enregistrées, des unités différentes (contribuables, établissements, entreprises, compagnies...), sur des champs variés.

Le répertoire contiendra à la fois les entreprises et les établissements, chaque niveau étant repéré par un identifiant unique et sans signification. Ses unités seront liées à celles que chaque administration enregistre, chacune gardant la pleine responsabilité de gestion de ses fichiers.

Il sera actualisé annuellement pour assurer une bonne couverture des unités connues par au moins une administration et pour que les valeurs des variables qu'il contient soient progressivement améliorées, en particulier les adresses souvent mal renseignées.

Un soin particulier a été apporté aux méthodes d'actualisation pour qu'il n'y ait pas de duplication d'une unité économique dans ce fichier.

### Quelles sont les conséquences de l'implication de plusieurs administrations palestiniennes ?

La première conséquence a été un étirement du calendrier des opérations avec un délai de près de deux ans afin d'obtenir des fichiers aux informations utilisables pour un répertoire partagé et pouvant être bien connecté aux fichiers existants.

La légitimité de l'INS palestinien a permis d'obtenir ces fichiers de toutes les institutions contactées sans devoir recourir à un cadre légal contraignant.

15 - L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

16 - Le chef de projet d'Expertise France était Jan Robert Suesser. L'expert principal de l'Insee était Philippe Brion, qui a pris la succession de Jean-Marc Béguin. Les autres experts de l'Insee étaient Franck Cotton, Constance Torelli, Éric Sigaud, Karim Tachfint, Chaimae Baghdadi (étudiante) et Hugues Picard. Nadra Gharbi (en disponibilité de Statistiques Tunisie) complétait l'équipe.

Des tests de recueil de données ont été réalisés avec la municipalité de Ramallah qui, comme toutes les autres municipalités, a une connaissance fine du terrain et des contacts avec chaque établissement. Cette expérience a validé l'objectif de se reposer à l'avenir sur les municipalités pour le recueil de l'essentiel des données de façon exhaustive sur leur territoire.

### **En quoi le répertoire d'entreprises en Palestine est-il comparable à son équivalent français ?**

Comme Sirene, il vise à l'exhaustivité de couverture des unités économiques actives, aux liens entre entreprises et établissements, et à terme à une codification commune de l'activité. Sa fonction est de permettre d'améliorer la couverture et la qualité des données des fichiers propres à chaque administration. En revanche, et c'est une différence majeure avec Sirene, le répertoire palestinien n'est pas un fichier d'immatriculation des agents économiques. En effet, il n'y a pas de création d'un numéro public d'identification. Chaque administration continuera de gérer son réper-

toire selon ses unités et avec ses identifiants.

### **Le projet s'est terminé fin 2018. Quel bilan peut-on en faire ? Une suite est-elle envisagée ?**

Une version 1 du répertoire a été constituée. Elle rassemble près de 40 000 établissements qui ont pu être rapprochés à partir des fichiers d'au moins deux administrations. C'est un résultat remarquable lorsqu'on prend en compte le manque d'homogénéité des variables d'identification collectées par chacune. Cependant, nombre de très petites unités n'ont pu être introduites et il reste nombre d'enregistrements dont les variables ne sont pas renseignées, aucun des partenaires ne les ayant enregistrées de façon fiable. Un programme de travail a été conçu pour introduire les améliorations nécessaires au fil des années à venir.

Quant au bilan, on peut le dresser sur deux plans, celui de la durée et celui de l'expertise apportée.

La durée relativement longue du projet (quatre ans) s'explique

d'abord par le temps qui a été nécessaire pour disposer de données utilisables. Le choix de laisser au seul INS palestinien la responsabilité des relations avec ses institutions partenaires a impliqué qu'il puisse prendre le temps de l'appropriation des composantes souvent complexes du projet.

D'une façon générale, on peut dire qu'un déroulement long a aussi des effets pour l'implication des experts qui sont mobilisés de façon ponctuelle pour les activités d'un projet. En particulier, comment peuvent-ils assurer un suivi des travaux effectués par les collègues qu'on assiste en réagissant avec pertinence et « juste à temps » ? La réponse n'est pas simple.

En tout cas, concernant l'expertise apportée, ce projet n'a pas consisté en un transfert de l'outil Sirene. En conséquence, les propositions des experts français ont reposé pour une large part sur l'information reçue de la partie palestinienne de façon à être adaptées aux conditions locales et, bien entendu, conformes aux méthodologies internationales. Ce travail d'adaptation des savoirs est au cœur de la valeur ajoutée par l'expertise apportée.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*



*Ola Awad, présidente du PCBS (Palestinian Central bureau of Statistics), l'INS palestinien, et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee, lors de la cérémonie de lancement de la première version du Répertoire d'entreprises interadministratif pour la Palestine – Ramallah (Palestine), décembre 2018*



# En bref – La coopération de l'Insee au 2<sup>nd</sup> semestre 2018

## Afrique sub-saharienne

### Pays de l'UEMOA

En novembre, une formation au traitement de la saisonnalité s'est tenue lors d'un séminaire organisé à Ouagadougou (Burkina Faso) pour les conjoncturistes et prévisionnistes des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ce séminaire de conjoncture est organisé deux fois par an par Afristat avec les commissions économiques et monétaires régionales (UEMOA pour l'Afrique de l'Ouest et Cemac<sup>17</sup> pour l'Afrique centrale).

### Bénin et Burkina Faso

Entre septembre et novembre, un expert de l'Insee en comptabilité nationale a effectué deux missions au Bénin auprès de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), et deux missions au Burkina Faso auprès de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), afin de poursuivre des travaux engagés dès le 1<sup>er</sup> semestre 2018. Il s'agissait d'automatiser la construction d'équilibres ressources-emplois sur les biens et les services pour les comptes nationaux.

### Maghreb et Sénégal

En novembre, un atelier d'écriture d'articles scientifiques sur les effets de calendrier a été organisé au centre de formation de l'Insee (Cefil) à Libourne. Son objectif était d'aider les participants à rédiger un article sur les effets du Ramadan sur les prix, avec prise en compte des différences entre pays. Un expert de l'Insee animait les activités, qui alternaient exposés théoriques et travaux pratiques, et étaient centrées sur les techniques de correction des données (variations saisonnières, effet des jours ouvrables, etc.) appliquées aux séries temporelles mensuelles et trimestrielles. Les quatre participants étaient issus du Maroc (Haut-Commissariat au plan), de Tunisie

(Statistique Tunisie et bureau du Fonds monétaire international à Tunis) et du Sénégal (Agence nationale de statistique et de la démographie).

### Sénégal

Un expert de l'Insee a réalisé deux missions à Dakar auprès de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), organisées par Paris21<sup>18</sup>. L'objectif était d'évaluer la progression des travaux sur la restructuration du système statistique sénégalais, en particulier la mise en place d'une gestion et d'une valorisation de ses ressources humaines.



De gauche à droite : Luc Rouvière, chef de la division Formation, Insee ; Siga Ndiaye Dia, Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) du Sénégal ; Daniel Huart, consultant Paris21 ; Oumarou El Hadji Malam Soule, expert principal Afristat ; Mamadou Niang, ANSD – Dakar (Sénégal), septembre 2018

### Tchad

En septembre, une formation aux techniques rédactionnelles a été animée à N'Djamena par un expert de l'Insee, dans le cadre d'un projet « Améliorer ses publications statistiques ». Une vingtaine de cadres tchadiens ont bénéficié de cette formation, issus pour moitié de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (Inseed) et pour moitié de la Direction des études et de la prévision (DEP) du ministère des Finances et du Budget. Un représentant d'Afristat était présent également. L'expert de l'Insee a ensuite réalisé un audit, en termes de lisibilité, de quatre publications statistiques tchadiennes.



Participants à la formation aux techniques rédactionnelles animée par Serge Darriné (au centre), expert en communication et diffusion, Insee – N'Djamena (Tchad), septembre 2018

### Togo

En septembre, une experte de l'Insee a participé à une mission de revue par les pairs à Lomé, au bénéfice de l'INS togolais. Cet exercice, qui s'inscrivait dans le cadre du Programme panafricain statistique, visait à évaluer le système statistique togolais au regard des principes fondamentaux de la statistique des Nations unies et de ceux de la charte africaine de la statistique. Les deux pairs étaient Harouna Kone, alors directeur général de l'INS du Mali, et Hamidou Said Ounais, directeur général adjoint de l'INS des Comores.



De gauche à droite : Alex Kouassi, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) du Togo ; Dominique Francoz, experte de l'Insee ; Kossi Assimaidou, ministre de la Planification du développement du Togo ; Harouna Kone, pair dans le cadre de cette revue et directeur général de l'Institut national de la statistique (Instat) du Mali ; Hamidou Ounais, pair dans le cadre de cette revue et directeur général adjoint de l'INS des Comores – Lomé (Togo), septembre 2018

17 - Commission économique et monétaire d'Afrique centrale.

18 - Partnership in Statistics for Development in the 21st Century.

## Burkina Faso, Madagascar, Mali, et Sénégal

Une délégation de chercheurs et de statisticiens publics d'Afrique subsaharienne participant au programme Démostaf<sup>19</sup> a été reçue à l'Insee en novembre pour s'instruire sur le recensement de la population en France et sur l'organisation du Conseil national de l'information statistique (Cnis). Elle a par ailleurs assisté à une réunion publique de la Commission démographie et questions sociales du Cnis.



*Christine Raoul (à gauche), experte de l'Insee en recensement, et les participants à une visite d'étude de chercheurs et statisticiens africains dans le cadre du programme Démostaf – Paris (France), novembre 2018*

## Cap Vert

En septembre, deux expertes en comptabilité nationale, l'une de l'Insee, l'autre du Haut-Commissariat au plan du Maroc, ont effectué une mission à Praia pour mettre en place l'outil Eretes au sein de l'INS cap-verdien. Cette mission s'est déroulée dans le cadre de la mise en place, par cet INS, d'une nouvelle année de base 2015 conforme au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

## Tunisie et PAS

En novembre, un expert de l'Insee a participé à un séminaire à Tunis sur le passage au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. Cet événement était organisé dans le cadre du programme panafricain statistique (PAS).

## Afristat – Visite de courtoisie à l'Insee

En marge de l'atelier de cartographie (voir article p. 4 à ce sujet),

*19 - Demography Statistics for Africa. Ce programme de mobilités permet de faire de la recherche collaborative entre institutions académiques et INS, ainsi que de la formation et du transfert de compétences entre institutions. Il est financé par l'Union européenne et coordonné par l'Institut national d'études démographiques (Ined).*

Paul-Henri Nguema Meyé, directeur général adjoint d'Afristat, a été reçu par Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee.



*Paul-Henri Nguema Meyé, directeur général adjoint d'Afristat, et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee – Paris (France), octobre 2018*

## Côte d'Ivoire, Tunisie et Afristat

En septembre, une délégation de statisticiens ivoiriens conduite par le Directeur général adjoint de l'INS de Côte d'Ivoire, accompagnée de deux statisticiens de l'INS de Tunisie et d'un expert d'Afristat, a été accueillie à l'Insee pour une visite d'étude sur le thème des PIB régionaux.



*Participants d'Afristat et des INS de Côte d'Ivoire et de Tunisie à une visite d'étude sur les PIB régionaux, accompagnés de Jean-Samy Aziz et Constance Torelli (au 2<sup>e</sup> rang, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> en partant de la gauche), Insee – Paris (France), septembre 2018*

Ensemble, ils ont assisté à des présentations sur les méthodes d'élaboration et de diffusion des PIB régionaux en France. L'INS de Tunisie a présenté son travail dans

ce domaine, accompli dans le cadre du récent jumelage européen conduit par l'Insee en partenariat avec l'Istat.

## Maghreb et bassin méditerranéen

### Algérie

Deux missions d'experts ont eu lieu en novembre à l'Office national de la statistique (ONS) algérien. La première portait sur le thème des statistiques régionales. L'expérience de l'Insee dans ce domaine a été présentée, notamment la création de bases de données régionales. La seconde avait pour but de présenter la méthodologie des enquêtes auprès des entreprises et apporter un appui sur l'enquête de l'ONS sur les salaires auprès des entreprises algériennes.

### Maroc

Une mission de deux experts de l'Insee, sur le thème de la modélisation macro-économétrique, s'est déroulée en juillet au Haut-Commissariat au plan (HCP), l'INS marocain (situé à Rabat), dans le cadre d'un projet engagé depuis 2017. Ils ont pu mesurer l'avancement des travaux, travailler avec leurs collègues marocains pour enrichir la construction du modèle trimestriel et améliorer la qualité des estimations.



*Jocelyn Boussard et Adrien Lagouge (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> en partant de la gauche), experts de l'Insee en modélisation macro-économétrique, avec des collègues marocains, de gauche à droite : Hasnae Fdhil, chef de la division Communication et coopération au Haut-Commissariat au plan ; Abdellah El Idrissi El Jaouhari, directeur de l'Institut national d'analyse de la conjoncture (Inac) ; Lina Tazi, Amal Mansouri et Soufiane Riffi, conjoncturistes à l'Inac – Rabat (Maroc), juillet 2018*

Deux experts de l'Insee en gestion des ressources humaines et formation ont effectué une mission en novembre au HCP pour l'appuyer dans la refonte de son répertoire des emplois et compétences et faire part de l'expérience de l'Insee en la matière. Cette mission a été l'occasion de préciser le contenu du projet « ressources humaines » que le HCP souhaite mener avec l'Insee.

## Tunisie

Une mission d'expert s'est déroulée à Tunis, en novembre, sur le thème de la diffusion et de la communication. Il s'agissait de jeter les bases d'un projet entre l'INS tunisien et l'Insee sur la mise en œuvre d'outils et d'une stratégie de diffusion et de communication, projet qui fait suite aux activités menées dans le cadre du récent jumelage européen dont a bénéficié Statistique Tunisie de février 2016 à avril 2018.

Un expert de l'Insee a réalisé une mission en décembre à Tunis sur le mode de collecte de l'enquête trimestrielle sur l'emploi. L'INS tunisien envisage d'abandonner les questionnaires papiers au profit des tablettes. Une expérimentation s'est déroulée tout au long de l'année 2018. L'expert a analysé les résultats des deux modes de collecte et formulé un diagnostic sur l'abandon des questionnaires papiers.

## Maghreb

Un expert de l'Insee sur les prix à la consommation a participé en juillet à un atelier organisé par l'Union du Maghreb arabe, à Tunis, sur le thème de l'harmonisation des indices des prix à la consommation dans la région du Maghreb.

Trois cadres du Maroc et de Tunisie ont participé à deux formations organisées par l'Insee, une en septembre et l'autre en octobre, sur le thème des ressources humaines. La première avait pour thème la prise de fonction des acteurs de la sphère formation, et la seconde, l'évaluation d'une formation avec le logiciel Lime Survey.

Cinq comptables nationaux maghrébins ont participé en juillet à Paris à un atelier sur les comptes du secteur des administrations publiques

et sur le chaînage des comptes trimestriels. Les cinq participants ont pu, à cette occasion, présenter et échanger leurs expériences.



*Déborah Massis et Pauline Meinzel (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> en partant de la gauche), expertes de l'Insee en comptabilité nationale, en compagnie de collègues maghrébins participant à un atelier sur les comptes du secteur des administrations publiques et sur le chaînage des comptes trimestriels – Paris (France), juillet 2018*

Un atelier a réuni en décembre à Paris sept participants des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) sur le thème du référentiel de métadonnées statistiques RMÉS. Dans le cadre de travaux sur la modernisation des INS, nos partenaires du Maghreb envisagent de mettre en place des outils pour améliorer la documentation de leurs opérations statistiques et la sécurisation du stockage de leurs données.



*Guillaume Duffes et Thomas Dubois (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> en partant de la gauche), experts de l'Insee en métadonnées, avec des collègues maghrébins participant à un atelier sur le référentiel de métadonnées statistiques RMÉS, de gauche à droite : Mourad Ouni (Tunisie), Abderrahmane Taleb (Algérie), Brahim Ahl Ezzine (Maroc), Henda Kmiri (Tunisie), Hatem Sedghiani (Tunisie) et Laila Kehel (Maroc) – Paris (France), décembre 2018*

Après une présentation générale de RMÉS, l'objectif de l'atelier était de présenter le contenu (en production

ou à venir) du référentiel RMÉS selon différents aspects : la modélisation des objets statistiques, les outils de gestion et les procédures de publication.

Il s'agissait de discuter des concepts et des nomenclatures, mais également de la documentation des opérations statistiques (rapport qualité), des variables, ainsi que de la conception de questionnaires. Une séance était consacrée à un partage d'expériences entre les pays représentés en matière de serveur de métadonnées, d'archivage et de gestion des nomenclatures.

## Programme Medstat IV

Un expert de l'Insee a participé en octobre à un atelier organisé à Paris sur les statistiques de genre.

## Israël

L'Insee a accueilli en juillet une délégation du bureau central de la statistique (CBS) israélien pour une visite d'étude sur le thème des méthodes de collecte utilisées dans les enquêtes auprès des ménages. Cette visite s'inscrivait dans la continuité d'actions menées sur le même thème au 1<sup>er</sup> semestre 2018, dans le cadre d'un jumelage européen au profit du CBS.



*Solveig Vanovermeir et Cédric Mamari (2<sup>e</sup> rang, 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> en partant de la gauche), experts de l'Insee en recensement de la population, et Pierre-Arnaud Pendoli (1<sup>er</sup> rang, 1<sup>er</sup> en partant de la gauche), méthodologue, en compagnie de la délégation du CBS, l'INS israélien, et de Charlotte Nielsen, Statistics Denmark (2<sup>e</sup> rang, 1<sup>re</sup> en partant de la droite), conseillère résidente du jumelage en Israël – Paris (France), juillet 2018*

## Palestine

En juillet, un expert de l'Insee a réalisé une mission de suivi de l'implantation d'Eretes en Palestine.

Cela a permis notamment d'élaborer un tableau des ressources et des emplois expérimental pour l'année 2013. Le passage à la nouvelle année de base (2017) devrait être réalisé en 2019, toujours en utilisant cet outil.

## Europe

### BALKANS

#### Serbie

Au 2<sup>nd</sup> semestre 2018, l'INS serbe a bénéficié de quatre actions de coopération de la part de l'Insee. En juillet puis en août, dans le domaine des comptes nationaux, un expert de l'Insee s'est rendu à Belgrade pour apporter un appui technique à la réalisation de tableaux des ressources et des emplois. Ces deux missions font suite à l'appui technique apporté dans ce même domaine dans le cadre d'un contrat de services sur financement européen qui a pris fin en 2017.

En septembre, Miladin Kovačević, directeur général de l'INS serbe, est venu en visite d'étude à l'Insee pour rencontrer Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee, et pour bénéficier de présentations sur plusieurs thèmes : prévisions conjoncturelles, utilisation des données massives, cadre juridique de la statistique, organisation du système statistique public français et présentation de nouvelles publications de l'Insee.



*De gauche à droite : Jean-Pierre Cling, chef du département de la coordination statistique et internationale de l'Insee ; Katarina Stančić, cheffe de la division Conjoncture et politiques publiques au SORS, l'INS serbe ; Jean Luc Tavernier, directeur général de l'Insee ; Miladin Kovačević, directeur du SORS ; Dominique Francoz, cheffe de la division Appui technique international de l'Insee – Paris (France), septembre 2018*

En octobre, deux cadres de l'INS serbe sont venus à l'Insee en visite d'étude pour bénéficier d'un appui technique dans le domaine de l'ajustement saisonnier et du logiciel de désaisonnalisation JDemetra+. Quelques exemples d'études économétriques réalisées par l'Insee leur ont également été présentées.



*De gauche à droite : Isidora Jovandic et Petar Korovic, chercheurs statisticiens au SORS ; Vesna Aralica, interprète franco-serbe ; Hien Pham et Alain Quartier la Tente, experts de l'Insee en désaisonnalisation – Paris (France), octobre 2018*

### Bosnie-Herzégovine

En octobre, une délégation de statisticiens de Bosnie-Herzégovine a été reçue à l'Insee pour une visite d'étude sur le thème des comptes régionaux et nationaux.



*De gauche à droite : Benoît Hurpeau et Marina Robin, experts de l'Insee en comptes régionaux, accompagnés de la délégation de Bosnie-Herzégovine : Jelena Djokic, Dragana Kunovac, et Rada Radanovic, RSIS ; Dijana Mikota et Senija Facic, BHAS ; Zana Alagic, RSIS ; Edina Kozic et Brana Taraba, BHAS ; Haris Imamovic, interprète anglo-bosnien – Paris (France), octobre 2018*

### Albanie

En décembre, l'INS albanais a bénéficié d'un appui technique de la part de l'Insee sur le thème du recensement de la population.

Cet appui, qui s'est fait sous forme d'échange à distance, visait à aider cet INS à mettre en place un nouveau recensement de la population en 2020. Cette coopération devrait se poursuivre en 2019.

## Asie

### ASIE OCCIDENTALE

#### Turquie

En novembre, une délégation de l'INS turc a été reçue à Paris sur le thème des comptes de l'éducation. L'organisme français qui fournissait un appui technique dans ce domaine est le service statistique du ministère de l'Éducation nationale, la direction de l'Évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP). Cette visite faisait suite à une mission d'un expert français à Ankara au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

### ASEAN

Trois missions d'experts français ont été organisées au bénéfice de statisticiens des pays de l'Asean et du Secrétariat de cet organisme. D'abord deux missions à Djakarta (Indonésie) : en septembre, un expert de l'Insee a apporté un appui technique en comptabilité nationale, et en octobre, un autre expert de l'Insee a animé une formation aux méthodes de désaisonnalisation.



*Au 1<sup>er</sup> rang, de gauche à droite : Alain Gallais, expert de l'Insee en comptes nationaux ; Lia Emalia, statisticienne à ASEANstats ; Puguh Irawan, chef de l'ASEANstats ; Yannick Bineau, chef (team leader) du projet européen ASEAN Compass. Derrière eux : les participants à un atelier régional animé par Alain Gallais sur l'harmonisation et la mise en place du Système des comptes nationaux (SCN) 2008, à l'attention de comptables nationaux des pays de l'ASEAN – Djakarta (Indonésie), septembre 2018*

Puis a eu lieu une mission à Hanoï (Vietnam) en octobre : un expert de la direction générale des Finances publiques a animé une formation à l'attention de diverses institutions de pays de l'Asean sur les méthodes utilisées pour réaliser des enquêtes auprès des entreprises. Les institutions représentées étaient les suivantes : INS des Philippines et du Laos, Banque centrale du Cambodge, ministère de l'Économie du Myanmar et ministère de la Planification et des investissements du Vietnam.



Benoît Buisson (à droite), expert de la DGFIP en méthodologie d'enquêtes auprès des entreprises, accompagné d'une délégation philippine, lors d'une formation qu'il animait pour des statisticiens de plusieurs pays de l'ASEAN (Vietnam, Cambodge, Myanmar et Laos) – Hanoï (Vietnam), octobre 2018

## ASIE ORIENTALE

### Chine

Une visite d'étude d'une délégation chinoise sur le thème de la propriété intellectuelle et de la R&D a été organisée à Paris en juillet. L'appui technique était apporté par le service statistique du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (sous-direction des Systèmes d'information et des études statistiques - SIES) et le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les visiteurs étaient quant à eux issus de quatre organismes : l'Office d'État de la propriété intellectuelle, la Société chinoise de propriété

intellectuelle, le Bureau national des statistiques, et le Service scientifique et technique de l'Ambassade de Chine en France.



De gauche à droite : Zhao Zhibin, secrétaire général de la Société chinoise de propriété intellectuelle ; Guan Xiaojing, directeur général adjoint du département des sciences sociales et de la culture du Bureau national des statistiques ; Gao Jia, représentant officiel du département de la planification et du développement de l'Office d'État de la propriété intellectuelle (SIPO) ; Bi Nan, directeur général de ce même département au sein du SIPO ; Kong Xinxin, première secrétaire du service scientifique et technique de l'ambassade de Chine en France ; Li Guanqun, administrateur projet au département de la coopération internationale du SIPO ; Gan Shaoning, sous-commissaire au SIPO ; Yan Tao, deuxième secrétaire du service scientifique et technique de l'ambassade de Chine en France ; Géraldine Seroussi, responsable du département des études statistiques de la recherche, ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) ; Thomas Balcone, responsable de l'enquête R&D auprès des entreprises, département des études statistiques de la recherche, MESRI ; Justin Quemener, chargé d'études en économie de la recherche et de l'innovation à l'Observatoire des sciences et techniques, Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ; Christophe Bonté, Service de la stratégie de la recherche et de l'innovation, MESRI ; Gang Sheng, interprète franco-chinois – Paris (France), juillet 2018

Par ailleurs, deux experts de l'Insee en conjoncture ont effectué une mission en octobre à Pékin au sein du Bureau national des statistiques chinois. Cela faisait suite à une visite d'étude d'une délégation chinoise à l'Insee qui avait eu lieu au 1<sup>er</sup> semestre 2018 sur le même thème.

### Japon

Une délégation japonaise a été reçue en visite d'étude à l'Insee en décembre sur le thème de l'économie collaborative. Les collègues japonais étaient issus du ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie, ainsi que de Mitsubishi UFJ Research & Consulting Co. Ltd.

## ASIE DU SUD-EST

### Vietnam

Un expert de l'Insee a effectué une mission exploratoire à Hanoï en décembre, en vue d'initier une coopération avec l'INS vietnamien en comptabilité nationale, et notamment sur les tableaux des ressources et des emplois, les tables entrées sorties et le changement d'année de base.



Alain Gallais (au 1<sup>er</sup> rang, 3<sup>e</sup> en partant de la gauche), expert de l'Insee en comptes nationaux, accompagné de comptables nationaux du GSO, l'INS vietnamien, dont M. Duong Manh Hung, chef du département des comptes nationaux (1<sup>er</sup> rang, 2<sup>e</sup> en partant de la gauche) – Hanoï (Vietnam), décembre 2018

## Mentions légales

Éditeur : Insee – direction générale, 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex // Directeur de publication : Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee // Responsable éditorial : Jean-Pierre CLING, chef du département de la Coordination statistique et internationale // Rédacteur en chef : Serge DARRINÉ // Ont collaboré à ce numéro : Véronique ALEXANDRE, Jean-Samy AZIZ, Sophie BOURREL, Serge DARRINÉ, Dominique FRANCOZ, Constance TORELLI // La division Appui technique international de l'Insee, c'est : Dominique FRANCOZ, cheffe de division ; Georges BOURDALLÉ, Maghreb et bassin méditerranéen ; Serge DARRINÉ, Europe et Asie ; Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes ; Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes.

Si vous voulez recevoir cette lettre d'information (<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>) chaque semestre, vous pouvez en faire la demande à : [cooperation-international@insee.fr](mailto:cooperation-international@insee.fr)

# Appui technique international apporté par l'Insee et les services statistiques ministériels (SSM) partenaires – Bilan des actions réalisées en 2018

## Nombre d'actions de coopération réalisées

Type de financement	Nombre
Bilatéral	68
Multilatéral	71
Total	139

## Nombre de jours d'expertise correspondant

Type d'action	Nombre
Missions	445
Visites	103
Échanges à distance	57
Séminaires, ateliers	31
Total	636

## Nombre d'experts mobilisés

Origine des experts	Missions	Visites	Total
En activité à l'Insee	51	105	156
En activité en service statistique ministériel	3	5	8
Retraités de l'Insee	7	2	9
Total	61	112	173

## Pays ayant bénéficié d'un appui technique de la part de l'Insee et des SSM partenaires en 2018

